



Accord de libre-échange Canada-Europe (AÉCG)

Le RQIC exige au gouvernement Trudeau de ne pas signer l'AÉCG tant qu'un débat public et des consultations larges et transparentes aient lieu au Canada

Montréal, 15 septembre 2016 – En marge de la conférence *Progrès mondial 2016* organisée par le think tank du monde des affaires Canada2020, le ministre allemand des Affaires économiques Sigmar Gabriel se réunira aujourd'hui à Montréal avec la ministre canadienne du commerce international Chrystia Freeland pour promouvoir l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG). Des sources bien placées indiquent que le vice-chancelier tentera de négocier, derrière des portes closes, un mémo de clarification sur l'AÉCG afin de faire taire, en désespoir de cause, l'opposition publique massive en Allemagne contre l'accord, y compris au sein de sa propre formation politique -les sociaux-démocrates (SPD)- à quelques jours de la convention du parti en vue des élections générales de 2017.

Tandis que la ministre Freeland présentera à nouveau l'AÉCG comme l'accord « le plus meilleur au monde », le Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC) dénonce la façon de faire du gouvernement Trudeau et exige qu'il n'aille pas de l'avant avec la signature de l'AÉCG, prévue pour le 27 octobre, tant qu'un réel débat public et des consultations larges et transparentes aient lieu au Québec et au Canada. « Il est grand temps de lever le voile sur ce gouvernement *selfie* de Justin Trudeau et prendre acte qu'il reconduit le déficit démocratique et la non transparence du gouvernement Harper lorsqu'il s'agit de commerce international », s'est indigné Pierre-Yves Serinet, coordonnateur du RQIC. « Négocié en secret, sans aucune consultation, l'AÉCG est un mauvais accord tant au plan économique que social et environnemental. Loin de favoriser la prospérité et de créer les 80 000 emplois que nous fait miroiter le gouvernement canadien, une étude de l'Université Tufts révèle justement aujourd'hui que l'AÉCG entraînera la perte de 23 000 emplois au pays et une chute du revenu des familles canadiennes », a ajouté le porte parole du RQIC (voir <http://bit.ly/2cgo8vv>).

Le RQIC rappelle que les préoccupations qui ont soulevé l'opposition à l'AÉCG aux quatre coins de l'Europe sont partagées par le mouvement social québécois et canadien: l'accord Canada-Europe est le premier accord de libre-échange qui soumet les services publics à la libéralisation et la privatisation. L'AÉCG entraînera aussi une hausse importante du coût des médicaments, appliquant une pression additionnelle inacceptable sur notre système de santé. De plus, en octroyant des pouvoirs démesurés aux entreprises transnationales qui pourront poursuivre l'État lorsqu'une mesure publique restreint leurs profits, l'AÉCG restreint la capacité des États à orienter les investissements vers le développement économique local et à mettre en œuvre des politiques solides au niveau environnemental.

En réaffirmant son opposition à l'AÉCG en l'état, le RQIC fait écho aux mobilisations citoyennes de masse qui auront lieu à compter de ce samedi, 17 septembre, à Berlin et six autres villes d'Allemagne, en Autriche, en Irlande ainsi qu'à Londres. La Belgique emboîtera le pas le 20 septembre prochain, tandis que des mobilisations sont prévues les 22-23 septembre à Bratislava alors que se tiendra le prochain Conseil européen des ministres du commerce où l'AÉCG est à l'ordre du jour. Ces mobilisations s'inscrivent dans une large mouvance de contestation contre le modèle actuel des accords de libre-échange et qui se répandra aux quatre coins de la planète dans le cadre de Journées mondiales d'action, avec des dates-cible dont celle du 4 novembre dans l'ensemble des Amériques.

Au Québec, le RQIC se joindra à court terme au Syndicat international des marins canadiens à Montréal, le 21 septembre prochain, pour manifester contre l'impact de l'AÉCG sur les emplois dans le secteur maritime. Les travailleurs et travailleuses du secteur maritime se sentent floués par l'entêtement du gouvernement libéral d'adopter des accords commerciaux qui menacent l'emploi et la qualité de vie pour le seul profit du monde des affaires. L'action se tiendra le 21 septembre 2016, à 9h, au Parc de la Place du Canada.

-30-

Renseignements:

Pierre-Yves Serinet, RQIC, rqic@ciso.qc.ca, cel. 438-396-6284